

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 64 (1976)

Heft: 1

Artikel: Pour : les centrales nucléaires : nécessaires et sûres

Autor: Zanger, Michel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-274404>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les centrales nucléaires

POUR

Par MICHEL ZANGER
chef du service de l'information de l'Energie de l'Ouest-Suisse (EOS)

Les centrales nucléaires : nécessaires et sûres

L'énergie joue un rôle capital dans notre civilisation. Elle a permis de créer et elle fait prospérer l'immense réseau des échanges économiques mondiaux. Elle apporte la prospérité à toujours plus d'êtres humains. En soulageant l'homme et la femme de travaux fastidieux et pénibles, l'énergie suscite aussi une vie plus intéressante, enrichie par une large éventail de loisirs culturels et sportifs.

Sur le plan individuel, chaque personne doit comprendre que son propre mode de vie est en relation absolument étroite avec le flux énergétique, qu'il s'agisse du domaine familial, des loisirs, et même surtout des activités professionnelles qui déterminent le revenu.

Cependant, depuis la crise pétrolière d'octobre 1973, un certain nombre de questions relatives à l'énergie ont trouvé, à juste titre une grande résonance dans l'opinion publique. Sommes-nous allés trop loin dans le développement de notre civilisation industrielle ? La croissance exponentielle et anarchique pourra-t-elle longtemps encore porter atteinte à l'environnement ? La croissance zéro, avec les restrictions qu'elle postule, est-elle souhaitable ? Faut-il passer à un régime de croissance plus modérée ?

A ces questions, chaque femme, chaque homme doit apporter réponse, mais une réponse qui implique l'acceptation délibérée des conséquences durables qu'en entraînerait pour chacun toute décision prise dans un sens ou dans l'autre.

Au cœur du problème

Par la force des choses, les centrales nucléaires se trouvent au cœur du problème que posent d'une part la croissance économique mondiale et d'autre part l'épuisement des énergies fossiles, dont par ailleurs il faut craindre la pollution non négligeable qu'elles infligent au système atmosphère-biosphère-océan. Ce sont toutefois les centrales nucléaires qui constituent la cible préférée des partisans de la croissance zéro, d'écologistes à courtes vues ou d'opposants à notre régime politique.

En outre, il ne fait guère de doute que la peur quasi inconsciente ressentie par l'opinion publique à l'égard de l'énergie nucléaire prend sa source dans l'affrayant arsenal militaire atomique dont se sont dotées les super-puissances. Le public hésite à protester contre cet "équilibre de la terreur", ou alors ne sachant ou adresser des protestations, il s'en prend aux centrales nucléaires !

Cependant, à l'Occident, dans les pays de l'Est et dans le tiers monde, les gouvernements de nombreuses nations se sont engagés dans la construction de centrales nucléaires, en s'entourant de l'avise d'une majorité impressionnante de savants, de physiciens, de biologistes et d'ingénieurs compétents dans la matière.

A l'heure actuelle, plusieurs centaines de centrales nucléaires sont en exploitation ou en construction. Certaines d'entre elles fonctionnent depuis une ou deux décennies. Tout récemment, les pays industrialisés ont décidé dans leur ensemble d'accélérer leur programme nucléaire. L'Union soviétique et les pays de l'Est, qui ne souffrent nullement d'une pénurie de combustibles fossiles, ont pourtant établi un programme de construction de centrales nucléaires totalisant 150 nouveaux réacteurs. Aujourd'hui déjà, en Suisse, 20 % de l'électricité que nous consommons proviennent des centrales nucléaires de Mühleberg, de Beznau I et II. Le Japon lui-même, qui n'oublie ni Hiroshima ni Nagasaki, construit des centrales nucléaires.

Dans ces installations, des milliers de scientifiques travaillent à longueur d'année. Peut-on raisonnablement penser que ces personnes seraient suffisamment dépourvues d'instinct de conservation pour jouer avec leur propre vie et celle de leurs descendants, en prenant des risques inacceptables ?

A cette question, un rapport de 3300 pages, qui a demandé deux ans de travail à 60 spécialistes, apporte des réponses parfaitement

claires. Le directeur de l'équipe de chercheurs, le professeur Rasmussen, du Massachusetts Institute of Technology, en a tiré la philosophie : « Cette étude m'a montré que ces centrales ne présentent pas de risques significatifs pour le public ».

Comparer les risques

Le rapport Rasmussen examine notamment les risques variés supportés par les 15 millions de personnes qui résident en 1980 aux environs des quelque cent centrales nucléaires en service aux États-Unis à cette époque. Une comparaison est établie entre le nombre de ces résidents qui décéderont ou qui seront lésés chaque année du fait de ces risques variés. Voici ces chiffres : accidents d'automobile: 4200 morts et 375 000 blessés; chutes: 1500 morts et 75 000 blessés ; électrocution : 90 morts ; foudre : 8 morts. En comparaison, les calculs montrent que les centrales feront 0,3 mort et 6 blessés.

En ce qui concerne le transport des matières fissiles et notamment du plutonium, les mesures de sécurité prises offrent les plus grandes garanties contre tout accident ou tentative de détournement par un groupe de saboteurs, qui voudraient, par exemple, construire une bombe artisanale. D'ailleurs, beaucoup d'autres substances extrêmement toxiques existent en abondance dans l'industrie ; des malfaiteurs pourraient bien plus aisément en détourner des quantités susceptibles de nuire à la société.

En définitive, l'ultime critique adressée aux centrales nucléaires est qu'elles produisent des déchets dont certains restent actifs durant des millénaires. On créerait ainsi un risque pour les générations futures. Encore une fois, il faut comparer ce risque à un autre danger potentiel, celui découlant de la consommation croissante des combustibles fossiles. Le processus de la combustion dégénère en effet de grandes quantités de gaz carbonique, dont les conséquences à long terme sur l'atmosphère terrestre peuvent être catastrophiques.

Éliminer de vraies menaces

Le prof. Oeschger, prof. à l'Université de Berne écrit : "L'un des principaux arguments des adversaires de l'énergie nucléaire est que nous ne devons pas laisser à nos descendants des problèmes irrésolus concernant les déchets radioactifs. Comment peut-on comparer les deux problèmes de déchets ? Dans le cas du gaz carbonique, il s'agit en soi d'un gaz infinitif, dont d'immenses quantités sont émises dans l'environnement, où il peut, indirectement, avoir des répercussions très graves. En revanche, les déchets de l'énergie nucléaire sont extrêmement toxiques et d'un volume très compact. Les déchets produits annuellement dans une centrale nucléaire de la capacité de celle de Mühleberg, peuvent être fondus en éléments de verre d'un volume total de moins d'un m³. Le dépôt définitif a lieu dans les formations géologiques adéquates. Il est donc très improbable que ces déchets posent encore de graves problèmes à l'humanité".

"Alors que, dans le cas de l'énergie nucléaire, les dangers sont très petits si les précautions nécessaires sont prises, l'émission de gaz carbonique provoquée par la production conventionnelle d'énergie signifie une modification des radiations terrestres, qui se renforce lentement mais irréversiblement, et aux suites de laquelle nous et les générations futures sommes totalement livrés. Il ne s'agit pas d'enlever la peur d'un accident de centrale nucléaire ou de déchets radioactifs par le spectre d'une catastrophe climatique. Il faut cependant faire voir l'importance relative des problèmes. L'humanité n'est exposée qu'à un danger supplémentaire minime par l'introduction de l'énergie nucléaire ; mais elle obtient la possibilité de se débarrasser de vraies menaces".

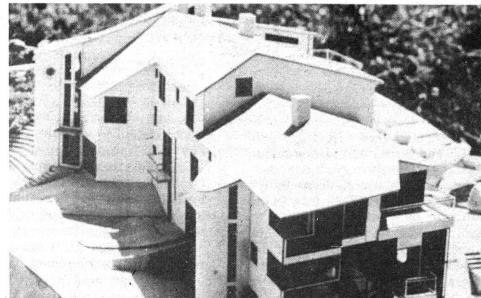


Les trois centrales suisses (Beznau I et II, Mühleberg) couvrent environ 20 % de la consommation d'électricité du pays. Cette photo montre la centrale de Mühleberg, située à 14 km en aval de Berne, au bord de l'Aar.

CONTRE

Par ERIKA SUTTER-PLEINES

Mais que veulent donc les opposants à la prolifération des centrales nucléaires ?



Maison chauffée à l'énergie solaire.
On construit en Suisse des maisons du type de cette maquette. Avec une isolation thermique adéquate, on peut réduire la consommation de mazout de 70 %.

Ce que j'aimerais faire sentir à travers ces quelques lignes, c'est ce que contient le mouvement d'opposition à la prolifération des centrales nucléaires et de leurs corollaires indissociables : augmentation des travaux dangereux dans les mines, dans les centrales et dans les usines de retraitement ; transports multipliés de matériaux radioactifs ; usines de retraitement du combustible nucléaire dont certains effluents s'accumulent dans l'atmosphère ; dépôts de déchets dans la mer et dans le sol ; corps extrêmement toxique (plutonium) créé et stocké tant en vue de son usage dans des "surgénérateurs" (pleins de risques) qu'en vue de l'armement atomique ; dans notre pays, développement de la technique de pompage-turbining avec variations du niveau des lacs utilisées pour favorables pour la flore et la faune ; sur le plan sociologique, durcissement du contrôle policier et dépendance accrue d'industries internationales mal contrôlées, risque accru de guerre nucléaire et centralisation des pouvoirs sans contrôle politique.

Bien sûr, ce mouvement d'opposition est traversé de plusieurs courants. Mais je crois qu'on peut dire qu'il est parti d'une assurance intérieure très vive du droit que la population a de décider de l'avenir du pays. Lors de l'assemblée de Russin (Verbois) en décembre 1972 par exemple, cela avait fortement impressionné les journalistes. Ce mouvement est aussi parti d'une conscience tout à coup émergente des limites dans tous les domaines. Cette conscience des limites, et aussi de l'irréversible, ne fait sourire ni les jeunes, ni les femmes, ni les hommes qui essaient de comprendre la situation d'un point de vue global et dynamique.

Ainsi les questions que se sont posées des groupes de plus en plus larges de la population ont-elles été les suivantes, entre autres : Qu'est-ce que cela veut dire que nos besoins en énergie doublent tous les douze ans ? Qui consomme quoi ? Pourquoi en Europe continentale se limite-t-on à l'achat de réacteurs américains, les moins sûrs, de notoriété publique ?

— La construction accélérée de plusieurs centrales de 1000 MWe (mille Megawatts électriques) ne va-t-elle pas consommer autant d'énergie qu'elles en produisent ?

— Le nucléaire est censé nous libérer de la dépendance du pétrole ; mais des mesures contre le gaspillage (meilleure isolation, utilisation des pertes de chaleur industrielle, etc.) et des techniques alternatives diversifiées (chaleur solaire, géothermique, couplage de production de chaleur et d'énergie) ne seraient-elles pas un moyen moins aléatoire, moins cher et plus rapide ?

— La collectivité pourra-t-elle assumer les coûts annexes qui vont lui retomber dessus (renforcement du réseau électrique, jardinage des déchets, réseau de sécurité contre le sabotage, démantèlement de la centrale "usée", fonds en cas de catastrophe) sans renoncer à d'autres besoins importants (santé, sécurité sociale) ?

— Avec trois centrales d'environ 350 MWe chacune, nous produisons déjà plus de 20 % de notre électricité par le nucléaire ; en y ajoutant Gösgen, cela fera dans quelques années 33 %. C'est plus que dans n'importe quel pays au monde. N'est-ce pas suffisant ?

— Quelles limites la technique peut-elle mettre à l'énorme quantité de substances radioactives créées dans le cœur des réacteurs, quelle est l'efficacité de ces barrières ?

— Qu'est-ce que cela veut dire : risque calculé, seuil de tolérance, rentabilité, alors que les experts les plus qualifiés se disputent à leur sujet ?

— Comment peut-on admettre le rejet dans l'environnement des deux tiers de l'énergie produite, sous forme de chaleur, alors qu'on sait que l'équilibre hydrologique et climatologique est délicat ?

— A qui la prolifération des centrales nucléaires profite-t-elle ? A l'ensemble de la collectivité ou à des entreprises industrielles internationales qui tiennent indirectement en main les entreprises d'électricité ?

— La loi suisse sur l'utilisation pacifique de

l'énergie atomique a-t-elle été élaborée de telle sorte que les autorisations accordées pour des installations atomiques se conforment à une politique globale de l'énergie attentive aux droits sociaux présents et à venir en évitant surtout des points de non-retour ?

Voilà ce qui a été demandé d'un bout à l'autre de la Suisse dès 1972. Des pétitions ont été signées (25 000 signataires à Genève en moins de six mois), des initiatives cantonales ont été lancées en Suisse allemande, des partis ont pris position. Le débat était enfin ouvert.

Une pétition réclamant un moratoire de quatre ans circule en ce moment.

La raison allait-elle l'emporter et allait-on en haut lieu réviser les prévisions de consommation, subventionner d'autres formes d'énergie (la recherche était jusque-là pratiquement concentrée sur le nucléaire). Croire cela, c'était ignorer deux choses :

1. Dans une collectivité comme dans un corps complexe tout est rapport de force, depuis le rôle des globules blancs jusqu'aux relations entre les parties.

2. Nous baignons dans une légalité ("l'Etat de droit") que, pour la plupart, nous ignorons tranquillement. Notre instruction civique nous a pas appris que les lois ne sont pas du "jargon juridique" mais l'expression d'un rapport de forces, d'une tension, d'un équilibre qui doit être dynamique sinon il y a intolérance et répression.

Très vite les opposants se sont rendu compte qu'il fallait en tout premier lieu changer la loi atomique, qu'il ne fallait pas compter sur la majorité des parlementaires d'alors et qu'il fallait utiliser un mécanisme démocratique que nos voisins nous envient : la modification de la Constitution directement par le peuple. En juin 1975, une Assemblée de représentants des groupes d'opposants de toute la Suisse se déclara pour un texte d'initiative populaire fédérale dont les buts principaux sont :

a) renforcer le contrôle populaire en soumettant l'autorisation pour une installation atomique (centrale, dépôt de déchets, etc.) d'une part à une concession discutée par les Chambres, d'autre part à l'accord des communes et des cantons concernés, qui disposent d'un droit de véto clairement précisé.

b) obliger les promoteurs à souscrire une assurance responsabilité civile couvrant même les dégâts génétiques en cas d'accidents.

c) faire apparaître le coût réel de l'électricité nucléaire.

En même temps, il avait fallu engager une action immédiate pour empêcher la construction imminente de Kaiserstuhl près de Bâle. La jeunesse prit en main la résistance locale, Margarten du XXe siècle (selon le mot de Denis de Rougemont) ou la non-violence et la discussion remplacèrent les rocs de nos montagnes. Le Conseil fédéral ne s'y est pas trompé, il a pris un certain nombre de mesures qui étaient réclamées par les opposants, et qui donneront indirectement du travail aux secteurs touchés par la récession (par exemple : promotion de l'isolation des bâtiments, de l'énergie solaire, etc.). Pourtant il ne faut pas crier victoire : les opposants ont en face d'eux des adversaires bien implantés dans les milieux gouvernementaux, administratifs et bancaires et dans certains groupes de presse qui propagent une information incomplète et tendancieuse.

Mais une chose est claire : quand l'information est objective, le soutien de la population est assuré (et ce qui est particulièrement important pour nos institutions démocratiques : le soutien de la jeunesse). Et cette population sait qu'il s'agit non pas d'un choix technique mais d'un choix politique, d'un choix qui engage l'avenir, choix auquel elle veut participer !

Note : Pour plus de détail, commander au CCVN C.P. 2227 Carouge le Mémoire au Conseil d'Etat (Fr. 5.—), les Neutrons Libérés 5 à 8 (Fr. 1.— pièce), Alternatives au nucléaire (Uni Grenoble) ou la bibliographie générale (Fr. —50).